

L'EUROPE EN BREF



Lettre d'information bimensuelle de la délégation
Auvergne - Rhône-Alpes à Bruxelles



La Région
Auvergne-Rhône-Alpes

N°42 du 30 septembre 2017

UNE

VERS L'INDUSTRIE DE DEMAIN



La politique industrielle de l'Union doit s'adapter aux modèles émergents qu'ils soient économiques, sociétaux ou environnementaux.

La [communication](#) présentée par la Commission le 13 septembre dernier suite au [discours de Jean- Claude Juncker sur l'état de l'Union](#), évoque l'avènement d'« *un nouvel âge industriel* » qui conduit l'Union européenne à repenser sa politique industrielle.

Pour répondre aux nombreux défis, dont celui du climat, elle mise entre autres sur de nouvelles actions en [faveur de l'économie circulaire](#) incluant la promotion de l'innovation et l'investissement d'une économie des matières plastiques en Europe.

L'axe central de cette nouvelle politique industrielle doit également inclure la transition des PME vers ces nouveaux modèles. Pour soutenir leur transformation numérique, la Commission met d'ores et déjà à leur disposition des [Digital Innovation Hubs](#). Les programmes existants tels que [Horizon 2020](#), le [MIE](#), ou encore les [Fonds structurels](#), resteront les moteurs clés de l'intégration des technologies intelligentes pour les moyennes entreprises, mais avec de nouveaux outils innovants.

La Commission vise toujours à combiner plus facilement l'[EFSI](#) (Plan Juncker) et les ressources des Fonds structurels et d'investissement européens pour que leur impact soit plus grand.

Enfin, les Régions sont placées au cœur du système pour la mise en réseau, la diffusion des connaissances et l'intégration dans les chaînes de valeurs mondiales.

CYBERSECURITE : UNE STRATEGIE EUROPÉENNE



Les Commissaires européens se mobilisent pour répondre aux nouveaux fléaux informatiques, qui, en 2016, auraient touché 80% des entreprises de l'Union.

Cette stratégie, annoncée par le Président Juncker dans son [discours sur l'état de l'Union](#), repose sur 3 axes : lutter, coordonner et certifier. [Andrus Ansip](#), Vice-président de la Commission chargé du Marché unique numérique, [Julian King](#), Commissaire chargé de l'Union de la sécurité et [Mariya Gabriel](#), Commissaire chargée de l'Economie et de la société numériques, ont ainsi présenté à Bruxelles, le 19 septembre, le fruit de leurs efforts communs pour lutter contre les cyber-menaces. Leur [proposition](#), qui vise tout d'abord à éradiquer la fraude aux contrefaçons des moyens de paiement en incluant la monnaie virtuelle, fixe un niveau commun sur tout le territoire de l'Union pour les peines encourues et la garantie des droits des victimes.

Une proposition de règlement accroît les missions, et donc les moyens alloués, à [l'Agence européenne de cyber-sécurité](#), qui organisera des exercices de cybersécurité paneuropéens et mettra en place un cadre de certification « *pour garantir que les produits et les services répondent à toutes les exigences de cybersécurité applicables* ». Enfin une initiative législative proposera une réponse paneuropéenne coordonnée aux cyberattaques, chaque Etat membre préparant un plan d'action en lien avec le niveau européen. La création d'un fonds d'intervention d'urgence n'est aujourd'hui pas exclue.

ARTICLES

PLAN JUNCKER : UN SUCCÈS RENOUVELÉ



Le Parlement européen et les Etats membres s'entendent sur l'extension du Fonds européen pour les investissements stratégiques.

Bras armé du Plan Juncker, le [Fonds européen pour les investissements stratégiques](#) (FEIS) a pour vocation depuis 2015 à financer la réalisation de projets industriels. Son attractivité reste si forte que le Parlement européen et les Etats membres [se sont mis d'accord le 13 septembre](#) pour allonger de deux années son calendrier initial, le déportant jusqu'en 2020, et revoir à la hausse les objectifs d'investissement de 315 à 500 milliards d'euros. Ils ont également souhaité que le [nouveau « FEIS 2.0 »](#) soit utilisé dans des secteurs dont il était autrefois écarté comme la pêche ou l'agriculture durables. Dans ces conditions, l'assistance technique de la [plateforme européenne de conseil en investissement](#) devrait s'accroître, notamment auprès des promoteurs de projets au niveau local.

DÉTACHEMENT : JUNCKER S'EN MELE



Dans son [discours sur l'état de l'Union](#) du 13 septembre dernier, le [Président de la Commission européenne](#) a largement évoqué la question du détachement des travailleurs, à travers le projet de création d'une **Autorité européenne du travail**.

Fédérer les agences européennes existantes dans le domaine du travail et de la main-d'œuvre pour résoudre les différends entre les autorités nationales, créer un guichet unique pour toutes les parties prenantes, organiser des actions de contrôle conjointes : en matière de détachement [Jean-Claude Juncker](#) s'est montré ambitieux surtout si on tient compte du délai : l'Autorité européenne du travail devrait être opérationnelle d'ici fin 2018 !

En une année, il conviendra donc de fondre la [Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail \(Eurofound\)](#), le [Centre européen pour le développement de la formation professionnelle \(Cedefop\)](#), l'[Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail \(EU-OSHA\)](#), la [Fondation européenne pour la formation \(ETF\)](#), le [portail européen sur la mobilité de l'emploi \(EURES\)](#) et la [plateforme européenne de lutte contre le travail non déclaré](#), en une seule autorité pour renforcer la coopération des pouvoirs publics et aboutir à un guichet unique et un contrôle commun. A suivre.

INITIATIVES CITOYENNES : LA COMMISSION VEUT MIEUX FAIRE



Le Premier Vice-président de la Commission européenne, [Frans Timmermans](#), veut une révision de l'initiative citoyenne européenne.

Adopté en 2011, le principe de l'Initiative citoyenne européenne (ICE) doit permettre aux citoyens d'être force de proposition et d'interagir avec la Commission européenne sur ses propositions législatives. Si, [depuis sa création](#), 47 initiatives ont été enregistrées, chacune d'elles portant la demande d'un million d'européens, seules 2 d'entre elles ont mené à terme leur processus ([Right2Water](#) et [Stop Vivisection](#)).

Compte-tenu du potentiel inexploité du dispositif, la Commission européenne veut [réviser](#) le Règlement qui encadre les ICE. Le nouveau cadre pourrait permettre à un plus grand nombre de participer en abaissant l'âge minimal de 18 à 16 ans et en acceptant la participation d'Européens vivant hors du territoire de l'Union ; il pourrait également mettre des outils plus efficaces à la portée des initiateurs : une plateforme collaborative et un système central de collecte (déclarations de soutien) en ligne géré par la Commission. Enfin le processus de suivi des ICE sera amélioré.

CANADA-UE : COUP D'ENVOI À L'ACCORD COMMERCIAL



L'accord économique et commercial global (AECG) est entré provisoirement en vigueur le 21 septembre.

Cette [application provisoire](#) fait suite à l'adoption de l'AECG par le Conseil et le Parlement européen. L'entrée en vigueur complète ne pourra avoir lieu qu'une fois l'accord approuvé par tous les Etats membres de l'UE conformément à leurs dispositions constitutionnelles.

Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker a déclaré : « *Le temps est maintenant venu pour nos entreprises et nos citoyens de tirer le meilleur parti de cette opportunité, et pour tout un chacun de voir comment notre politique commerciale peut produire des avantages concrets pour tous* ».

Cet accord offre en effet de nouvelles opportunités parmi lesquelles de nouvelles possibilités d'exportation pour les entreprises européennes, de nouveaux débouchés aux agriculteurs. Il garantit également la protection de 143 indications géographiques de l'UE et offre aux consommateurs plus de choix en leur assurant un niveau de sécurité alimentaire inchangé notamment par rapport aux produits importés du Canada.

Pour tout savoir sur l'AECG et notamment sur son impact en France et au niveau local, c'est [ici](#).

LA CATALOGNE À L'HEURE DES INTERROGATIONS ?



L'Europe exprime ses inquiétudes au sujet de l'organisation d'un référendum sur l'indépendance de la Catalogne.

Comme il s'y était engagé en début d'année, [Carles Puigdemont](#), Président de la Catalogne, a réitéré sa volonté d'organiser un référendum sur l'indépendance catalane le 1^{er} octobre prochain. Celui-ci est présenté comme un « anti-Brexit », la Catalogne souhaitant intégrer directement l'Union européenne et ses acquis (euro, marché intérieur) si elle venait à faire sécession de l'Espagne. A l'heure où la bataille fait rage sur ce sujet avec l'Etat espagnol, les principaux leaders européens expriment leur inquiétude. La Commission européenne, qui ne prend aucunement position, a « *rappelé l'importance de respecter l'ordre constitutionnel de l'Espagne* », rapporte [Bulletin Quotidien Europe](#), tandis qu'au Parlement européen, [certains députés demandent](#) aux institutions européennes de se poser en médiateur. [Karl-Heinz Lambert, Président du Comité des Régions](#), qui déplore l'actuelle situation, a déclaré « *il faut tout faire pour le compromis, mais il faut aussi envisager sereinement la séparation* ». Les Etats membres font preuve d'attentisme, dans le plus grand mutisme.

RUBRIQUES

LE SAVIEZ-VOUS ?

Les services de Galileo disponibles sur iPhones

La [Presse](#) s'est réjouie du succès de l'Agence européenne des programmes de navigation par satellite qui a annoncé que les derniers téléphones de la marque Apple sont compatibles avec le système de localisation du satellite européen [Galileo](#). Cette nouvelle est en effet de nature à assurer l'indépendance de l'Europe sur ce terrain, vis-à-vis des USA et de la Russie. Certains [sites spécialisés](#) indiquent de surcroît que la localisation devrait être plus précise et plus rapide.

Définition des PME

La Commission européenne devrait lancer cet automne une consultation sur une possible révision de la [définition européenne des « PME »](#) qu'elle juge obsolète. En préalable à cette consultation, elle a publié une [analyse d'impact](#).

Jeunes Européens, exprimez-vous !

Vous avez entre 16 et 30 ans ? Vous souhaitez faire entendre votre voix et apporter des idées novatrices pour l'avenir de l'Europe ? N'hésitez pas à vous inscrire à partir du 10 octobre à la [troisième rencontre des jeunes Européens \(EYE2018\)](#) qui aura lieu les 1^{er} et 2 juin 2018 à Strasbourg.

Si vous êtes retenus, vous ferez partie des 8000 jeunes qui auront l'occasion de dialoguer avec des décideurs européens et des personnalités impliquées sur la scène européenne.

L'EUROPE À VOTRE PORTÉE

Vous avez un projet dans le domaine de la culture ?

Deux appels à propositions [Europe créative/culture](#) ont été publiés. Retrouvez les [ci-dessous](#) ainsi que tous les appels à propositions en cours, recherches de partenaires et consultations publiques de la Commission européenne. Pensez également à consulter les appels à projets du site [l'Europe s'engage en région Auvergne-Rhône-Alpes](#).

DICO DE L'EUROPE

Plan Juncker

Plan Juncker : le [plan d'investissement pour l'Europe](#) a été lancé par le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker en septembre 2015 pour remédier au déficit d'investissements de l'Union européenne. Un an plus tard il a proposé de [doubler sa durée et sa capacité financière](#) en mobilisant au total non plus 315 mais au moins 500 milliards d'euros d'ici 2020 pour relancer la croissance et l'emploi en Europe. Le bras financier du Plan Juncker est le [Fonds européen pour les investissements stratégiques](#) qui est géré par la Banque européenne d'investissement (BEI).

BRUXELLES DANS VOTRE RÉGION



Eclosion d'un projet d'avenir en Auvergne

[EcoTitanium](#) est une société implantée en Auvergne et présentée comme « *la première usine en Europe d'élaboration d'alliages de titane de qualité aéronautique par recyclage* ». Outre la création de 60 emplois directs hautement qualifiés, l'usine assurera l'indépendance de l'industrie aéronautique européenne en matière d'approvisionnements en alliages.

L'investissement global de 48 millions d'euros est à la hauteur de l'enjeu : il a été possible grâce à de nombreux soutiens parmi lesquels ceux de la [Banque Européenne d'investissement \(BEI\)](#), puisque le projet EcoTitanium, soutenu dans le cadre du « plan Juncker », a également bénéficié de 600 000 euros accordés par la [FEDER](#), dans la phase immobilière.

Félicitations au porteur du projet : [UKAD](#), une filiale d'AUBERT et DUVAL (groupe ERAMET), installée à Saint-Georges-de-Mons (63).



Les 30 ans d'Erasmus+ à Vichy

Le centre d'information Europe Direct Allier et le Point information Jeunesse de Vichy Communauté organisent le 19 octobre prochain à Vichy une conférence sur le thème « 30 ans du programme Erasmus : quelles perspectives pour les jeunes ? » à 18h au centre omnisports.

Figurent au programme : un bilan d'Erasmus+ et ses perspectives, deux ateliers interactifs, d'une part, sur la mobilisation des jeunes dans le projet européen et, d'autre part, sur la mobilité européenne. Enfin, une soirée festive de clôture est prévue.

S'inscrire [ici](#) à la conférence.

Pour en savoir plus, contacter Anne-Gaelle Morice, morice.ag@allier.fr

VOTRE RÉGION À BRUXELLES



Auvergne-Rhône-Alpes fer de lance des technologies médicales

La Région Auvergne-Rhône-Alpes a accueilli des représentants de trois directions générales de la Commission ainsi que de plus d'une vingtaine de Régions européenne au sein de sa [délégation à Bruxelles](#) afin de lancer la première réunion sur les Technologies médicales de la [plateforme S3](#), qu'elle co-pilote avec la Région Lombardie. Les échanges ont été fructueux et importants.

Le but de cette initiative est de faire bénéficier et aux entreprises et acteurs de l'innovation régionaux des dispositifs de soutien et des opportunités de projets européens sur cette filière prometteuse sur le continent.



Annuaire régional européen

Comment se situe ma région au sein de l'Union européenne ?

L'édition 2017 de [l'Annuaire régional d'Eurostat](#) compare certains indicateurs des 276 régions des 29 Etats membres et aborde les principaux axes de notre quotidien : population, santé, éducation/formation, marché du travail, économie/société numérique, tourisme, transports et agriculture.

Les données, souvent plus parlantes que les comparaisons entre Etats, se retrouvent également dans trois applications : [Régions et villes illustrées](#), [Atlas statistique](#) et [Ma Région](#).

Délégation de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

62, rue du Trône - B-1050 Bruxelles

Tél. (ligne française) +33 (0) 4 26 73 61 02

Tél. (ligne belge) +32 (0) 2 282 00 20

[Ecrire à la délégation](#)